TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 1 au 7 novembre 2019

Le 8 novembre 2019

Résumé

Afghanistan : La Banque Asiatique de Développement (BAsD) et le gouvernement afghan ont signé un prêt de 350 M $ pour améliorer le réseau d'adduction d'eau dans la province de Kandahar.

Bangladesh : Lancement d'un projet de loi sur les retraites. Ouverture d'une voie navigable entre le Bengale Occidental et l'Assam via le Bangladesh. Un rapport de l'agence USAID identifie plusieurs secteurs-clés à l'exportation, dont l'agroalimentaire, les TIC et la pharmacie. AFD – Prêt de 30 M€ de l'AFD pour la distribution d'électricité à Dhaka.

Bhoutan : La valeur des exportations hydroélectriques a augmenté de 1,1% en glissement annuel sur les neuf premiers mois de l'an 2019.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La production des industries intermédiaires chute lourdement. L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier atteint son niveau le plus bas en deux ans. L'indice PMI des directeurs d'achat dans le secteur des services a marqué une deuxième baisse consécutive de la production. L'agence de notation Moody's a revu à la baisse la perspective sur la notation souveraine de l'Inde.
Finances publiques : Le déficit budgétaire des administrations centrales atteint 92% de la cible annuelle.
Politique monétaire et financière, autres informations : La croissance des encours de crédit non alimentaires ralentit de nouveau en septembre. Le Cabinet de l'Union a approuvé la mise en place du fonds de financement immobilier. Refus du gouvernement indien de signer l'accord commercial RCEP.

Maldives : Augmentation de 15,8% du nombre de touristes aux Maldives sur la période janvier-septembre 2019.

Népal : Maintien des pressions inflationnistes en septembre. Proparco a annoncé son premier prêt senior au Népal.

Pakistan : Progression insuffisante de la collecte fiscale au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20. Accord entre le gouvernement et les commerçants pour le report de plusieurs mesures visant à accroitre la documentation de l'économie et à élargir la base fiscale. La Banque Mondiale révise à la hausse le ratio recettes fiscales sur PIB. La capacité de production de l'usine KIA devrait atteindre 50 000 véhicules.

Sri Lanka : Croissance économique de 2,6% au premier semestre 2019, prévision de 3,5% pour l'ensemble de l'année 2020. Baisse sensible des investissements étrangers (-61,3%) à Sri Lanka au premier semestre 2019. Validation par le FMI de la 6ème revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du versement de 164 M USD à Sri Lanka.

AFGHANISTAN

- **La Banque Asiatique de Développement (BAsD) et le gouvernement afghan ont signé un prêt de 350 M $ pour améliorer le réseau d'adduction d'eau dans la province de Kandahar**. Ce programme d'aide sera spécifiquement destiné à la gestion des ressources hydriques dans le bassin de Arghandab, qui fait face à des déficits hydriques importants et ne bénéficient parfois que d'une faible couverture en eau courante. Il visera ainsi à accroître la capacité de stockage et l'approvisionnement en eau et devrait en outre participer à l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'approvisionnement en eau.

BANGLADESH

- **Lancement d'un projet de loi sur les retraites.** Le gouvernement prépare un projet de loi sur les retraites, visant à garantir un minimum retraite à la population, dont 40% en est actuellement dépourvue. 8ème population mondiale (estimée à 163 M habitants en 2016), le Bangladesh bénéficie d'un dividende démographique avec plus de la moitié (53%) de sa population âgée de moins de 25 ans (76 M sur 144 M sur le recensement de 2011 contre 6,8 M âgés de plus de 65 ans), , et d'une espérance de vie qui progresse régulièrement (estimée à 72,7 ans en 2017, dont 74,4 ans pour les femmes). La classe du 3ème âge est aujourd'hui estimée à 7,9 M dont à peine 40% bénéficient d'une pension (*Old-Age Allowance*) ; à peine 10% des salariés du secteur privé ont un système de retraite et 7,6% touchent une retraite de fonctionnaire.

  Les acteurs du secteur textile-habillement (20% du PIB et 86% des exportations) doutent de la faisabilité d'un système de cotisation, les syndicats arguant de nombreux retards dans le versement des salaires et les employeurs d'un taux élevé de rotation de l'emploi. D'autres voix soulignent qu'en dépit d'un reclassement du Bangladesh depuis 2015 comme pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (*Lower-middle income* avec un revenu moyen brut par habitant compris entre 1026$ et 3995$ selon les critères en vigueur au 1er juillet 2019), près d'un quart de la population vit encore sous le seuil de pauvreté.

- **Ouverture d'une voie navigable entre le Bengale Occidental et l'Assam via le Bangladesh.** Dans le cadre du protocole indo-bangladais « *Protocol on Inland Water Transit and Trade* » (PIWTT), un bateau transportant une cinquantaine de conteneurs de marchandises est parti de Haldia (Bengale Occidental, 125 km au sud de Kolkata) pour rejoindre le port de Pandu (principal port fluvial de l'Assam sur le Brahmaputra), devant ainsi parcourir 1400 km. Cette première mission vise à établir la pertinence économique de cette route comme sa faisabilité technique, et pourrait permettre, dans le futur, d'accroître le transit par voie fluviale ; l'Inde accèdera ainsi plus facilement aux régions du nord-ouest et le Bangladesh pourra maintenir ses rivières en bon état et tirer profit de l'augmentation des échanges commerciaux.

  Le PIWTT a également permis le développement de nouveaux ports d'escale pour les flottes des deux pays. En septembre 2019, le *Prime Minister's Office* a exprimé son souhait d'inclure davantage de ports d'escale dans le protocole, afin de faciliter l'utilisation des ports indiens de Calcutta et Haldia et soulager le port –congestionné- de Chittagong. Cela concerne au Bangladesh les ports fluviaux de Chilmari, Rajshahi, Sultanganj, Daukhandi, Ghorasal/Ashuganj, Muktarpur/Pangaon et Aricha.

L'IBP (*India Bangladesh Protocol*) vise à faciliter la circulation des marchandises et des navires entre les deux pays et coordonner l'entretien des voies fluviales. L'accord couvre les routes maritimes depuis Kolkata sur le *National Waterway-1* (Ganges-Bhagirathi-Hooghly) à Silghat (Assam) sur le *National Waterway-2* long de 891 km (Brahmaputra River) et Karimganj (Assam) sur le *National Waterway-16* (Barak River).

Les deux pays ont également signé le 5 octobre dernier lors d'une visite de la Première ministre à Delhi un accord de procédure visant à faciliter la circulation des marchandises à destination et en provenance de l'Inde via les ports de Chittagong et de Mongla.

- **Un rapport de l'agence USAID identifie plusieurs secteurs-clés à l'exportation, dont l'agroalimentaire, les TIC et la pharmacie.** L'USAID a publié cette semaine un rapport (« Comprehensive Private Sector Assessment », https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00TWMH.pdf) faisant le point sur 16 secteurs dits émergents, qui pourraient accompagner la nécessaire diversification de l'économie, où le secteur du textile-habillement occupe une place encore prépondérante (86% des exportations et près de 20% du PIB). Ces secteurs enregistrent une croissance importante et représentent déjà 50 Mds$ de chiffre d'affaires cumulé et 6 millions d'emplois. Ils concernent l'agro-alimentaire, l'assemblage de véhicules, la céramique, la santé les TIC, la filière cuir, le plastique, les énergies renouvelables, la construction navale, la pêche et le tourisme. Le rapport co-rédigé par le consultant Inspira (www.inspira-bd.com/) identifie plus particulièrement six secteurs qui seront accompagnés par l'USAID : l'agro-alimentaire (4,8 Mds$ de CAG dont 635M$ à l'export), les TIC (1, 7 Mds$ dont 600M$ à l'export et 940.000 emplois), le tourisme (5,3 Mds$ et 7 millions de touristes nationaux par an), la santé (équipements & médicaments pour 8,8 Mds$ dont 103 M $ à l'export) et l'industrie légère (3,5 Mds$ dont 356 M$ à l'export) comme les secteurs à fort potentiel pour soutenir une croissance économique durable. Ils représentent ensemble 10% du PIB et 3,5 millions d'emplois. Ensemble, ils devraient représenter un chiffre d'affaires de 60 Mds $ en 2023.

- **AFD – Prêt de 30 M€ de l'AFD pour la distribution d'électricité à Dhaka.** Le gouvernement du Bangladesh a signé le 30 octobre dernier un nouveau prêt de 30 M€ avec l'AFD afin d'apporter des financements additionnels pour l'extension du réseau de distribution électrique et l'amélioration de son efficacité. Il vient en complément d'un précédent co-financement avec l'ADB d'une enveloppe de 100 M€ pour la construction et la rénovation de 14 sous-stations. Ce financement additionnel couvrira les coûts supplémentaires liés à l'achat et à la mise en service de nouveaux équipements et à l'augmentation du coût des matières premières. Le projet dans son ensemble améliorera la qualité de la distribution d'énergie à Dhaka pour 241 000 ménages (touchant 1,1 million de personnes).

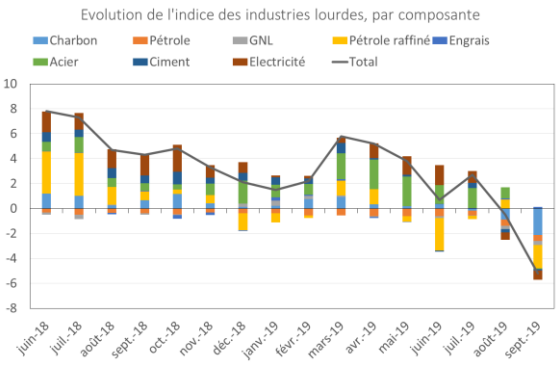
BHOUTAN

- **La valeur des exportations hydroélectriques a augmenté de 1,1% en glissement annuel sur les neuf premiers mois de l'an 2019.** Elle s'établissait selon l'autorité monétaire (RMA) à un total de 9,3 Mds Nu (environ 118 M€), dont respectivement 3,4 Mds Nu (+ 6,1%) pour Chhukha, 1 Md Nu (+ 3%) pour Dagacchu, 0,14 Md Nu (+ 9,3%) pour Kuriccchu et 4,7 Mds Nu (- 2,7%) pour Tala. Le développement des exportations hydroélectriques constitue, pour mémoire, un pilier central de la stratégie de développement à long terme des autorités bhoutanaises, dont l'essentiel de la dette extérieure est à ce titre concentré dans des projets de barrages.

INDE

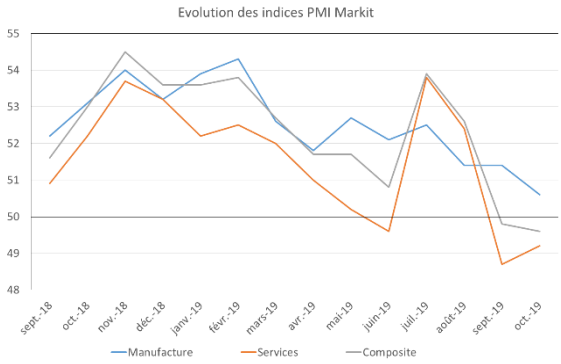
INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La production des industries intermédiaires chute lourdement en septembre**. La production des huit principales industries intermédiaires (40% de l'indice de production industrielle) suivies mensuellement par le ministère du Commerce et de l'industrie a reculé de 5,2 % en septembre, soit une contraction inégalée sur la base des séries statistiques du ministère. La production de produits raffinés, qui représente plus de 28 % du calcul de l'indice, chute pour sa part nettement en septembre (- 6,7%), à l'instar de la production de pétrole non raffiné (-5,4%). De plus, la production de gaz naturel apparait en territoire négatif avec une contraction de 1,8 % en septembre alors que la production de charbon et d'acier fléchissent également sur le dernier mois étudié (respectivement – 20 et -0,3%). L'évolution de la production d'engrais est la seule à demeurer positive (+5,4%).



- **L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier est passé de 51,4 en septembre à 50,6 en octobre, son niveau le plus bas en deux ans.** Le ralentissement de la conjoncture dans le secteur manufacturier en Inde s'est donc poursuivi en octobre, les commandes des usines et la production ayant augmenté au rythme le plus lent depuis deux ans. La création d'emplois a atteint son plus bas niveau en six mois, alors que les entreprises hésitaient à conserver des stocks excédentaires et réduisaient leurs achats d'intrants pour le troisième mois consécutif.

  Dans le même temps, la confiance des entreprises a atteint son plus bas niveau en plus de deux ans et demi. Les conditions de marché difficiles, associées aux retards de paiement des clients, ont nui à la confiance des entreprises en octobre. Autre signe de ralentissement de la croissance, le coût des intrants a diminué pour la première fois en plus de quatre ans. La croissance a été rétablie dans la catégorie des biens d'équipement et s'est atténuée pour les biens de consommation, tandis que les fabricants de biens intermédiaires ont enregistré une contraction plus rapide.



- **L'indice PMI des directeurs d'achat dans le secteur des services a marqué une deuxième baisse consécutive de la production, s'établissant à 49,2** (soit en-deçà du seuil de 50, qui correspond à une contraction de l'activité). Cela reste cependant supérieur au niveau de 48,7 enregistré en septembre. Cela serait lié à une demande modérée, des pressions concurrentielles

et une situation économique fragile. Les nouvelles affaires se sont stabilisées après la contraction observée en septembre, tandis que la création d'emplois s'est modérée.

L'un des facteurs limitant la création d'emplois a été la confiance modérée à l'égard des perspectives d'activité sur 12 mois. Le degré d'optimisme observé en octobre était l'un des plus faibles observés depuis 14 ans.

- **L'agence de notation *Moody's* a revu à la baisse la perspective sur la notation souveraine de l'Inde**. Bien que laissée inchangée à « Baa2 », la note attribuée par l'organisme aux obligations souveraines à long terme enregistre un changement de perspective, de stable à négative.

  Moody's justifie sa décision par l'actuelle atonie de l'économie indienne, un net sous-recouvrement des recettes fiscales, qui devrait porter préjudice à la dynamique de consolidation des finances publiques, et une détérioration marquée des conditions de financement de l'économie. L'agence s'attend ainsi à une hausse du déficit budgétaire, qui pourrait atteindre selon l'agence 3,7% sur l'exercice actuel (contre une cible à 3,3% pour rappel).

  La ministre des Finances, Nirmala Sitharaman, a quant à elle réaffirmée l'engagement du gouvernement à réformer l'économie pour créer des emplois, stimuler la croissance et relancer l'investissement. Elle a par ailleurs insisté sur les perspectives de reprise de la croissance indiquées par les projections des institutions financières internationales à l'instar du FMI.

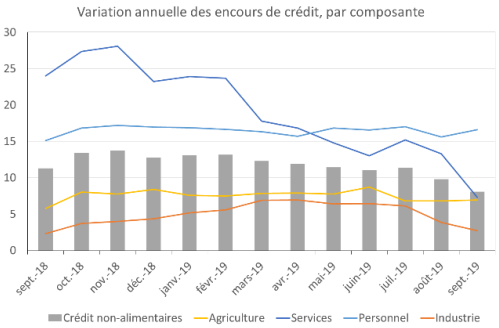
FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit budgétaire des administrations centrales atteint 92% de la cible annuelle en septembre**. Alors qu'il représentait 78 % du déficit estimé en août, le déficit budgétaire s'affiche à la moitié de l'exercice actuel (avril 2019 – mars 2020) à 6 152 Mds ₹ (78,3 Mds $), soit 92% de l'objectif annuel selon les données publiées par le Contrôleur général des Comptes. Pour rappel, la cible du gouvernement, fixée par la loi de finances pour l'exercice actuel, s'élève à 7 038 Mds ₹ sur l'exercice complet, soit 3,3 % du PIB. On relèvera notamment que les recettes fiscales s'élèvent à 8 371 Mds ₹ sur les six premiers mois de l'exercice 2019-20 (40% de la cible annuelle), alors que les dépenses atteignent quant à elles 14 886 Mds ₹, soit 53% de l'objectif fixé par le ministère des Finances.

POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

- **La croissance des encours de crédit non-alimentaires ralentit de nouveau en septembre.** Ils progressent ainsi de 8,1 % en glissement annuel selon les chiffres de la Banque centrale pour s'établir à 86 203 Mds ₹ (1 094 Mds €) sur le dernier mois étudié. Une nouvelle modération, après celle enregistrée en août, qui confirme l'orientation à la baisse du cycle de crédit. La variation en glissement annuel n'était ainsi pas tombée aussi bas depuis octobre 2017.

Les crédits accordés aux particuliers affichent la progression la plus soutenue. Ainsi, ces derniers progressent de 16,6 % sous l'effet notamment des prêts au logement, (53 % des encours) des prêts personnels, qui augmentent de 19,3 % sur l'année glissante. Les prêts automobiles affichent quant à eux une reprise timide, avec une augmentation de 4,2 % sur l'année glissante, bien en-deçà du rythme affiché un an plus tôt (+10 %).



Les encours de crédits accordés au secteur des services ralentissent nettement. Alors que le rythme de progression des prêts au tertiaire était de 24 % un an plus tôt, il affiche un essor contenu de seulement 7,3% en septembre, soit son plus bas niveau depuis septembre 2017. Au sein du secteur, les encours de crédits commerciaux affichent une nette décélération (+5,5 % en glissement annuel), alors que les crédits alloués aux institutions financières non-bancaires (NBFCs) ont atteint une croissance de 30%.

Les prêts au secteur industriel enregistrent en outre une croissance de 2,7 % en glissement annuel, soit son plus bas niveau depuis un an. En particulier, les encours de crédits accordés aux grandes entreprises, qui concentrent 83% des encours du secteur, ont enregistré une croissance de seulement 3,4%, bien que moins importante que lors des mois précédents (rythme de croissance le plus bas sur 12 mois). Les crédits destinés aux petites ou moyennes entreprises (PME) ont quant à eux accusé un nouveau recul en septembre (-0,7%, après une baisse de 2,1 % en août). **Les encours de crédit au secteur agricole connaissent enfin une hausse de 7%.**

- **Le Cabinet de l'Union a approuvé la mise en place du fonds de financement immobilier**. Annoncé en septembre dernier, le secteur immobilier devrait bénéficier de la mise en place d'un fonds doté d'une enveloppe de 250 Mds ₹ (environ 3,2 Mds €), afin de mener à bien les projets bloqués en raison d'un manque de liquidité. Le gouvernement contribuerait directement à hauteur de 100 Mds ₹ alors que le reliquat devrait, selon les autorités indiennes, être financé par d'autres investisseurs publics (dont notamment la *Life Insurance Corporation of India*). A cet égard, les normes de financement des projets ont été assouplies, avec désormais l'inclusion des projets d'investissement enregistrés comme des créances douteuses ainsi que ceux déférés devant le *National Comapany Law Tribunal* (NCLT).

- **La rencontre entre dirigeants des pays membres du partenariat économique régional global (RCEP) n'a pas permis d'atteindre un accord à la suite du refus du gouvernement indien.** Le Premier ministre Narendra Modi a en effet annoncé suite au troisième sommet des dirigeants du RCEP, à Bangkok le 4 novembre, le refus de l'Inde de se joindre aux 15 autres pays en vue de conclure un accord commercial. Le RCEP est un accord commercial lancé en 2012 entre l'Association des 10 pays des nations de l'ASEAN, la Chine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde.
  Le Premier ministre Modi a indiqué que l'accord actuel ne « reflétait pas les principes de base proposés en 2012 » et « ne résolvait pas les principaux points de contentieux indiens ». La justification de cette position est que cet accord pourrait se traduire par des pertes de débouchés substantielles pour les exportations indiennes et que la proposition actuelle ne donne pas assez de garanties quant à la protection du tissu économique indien.

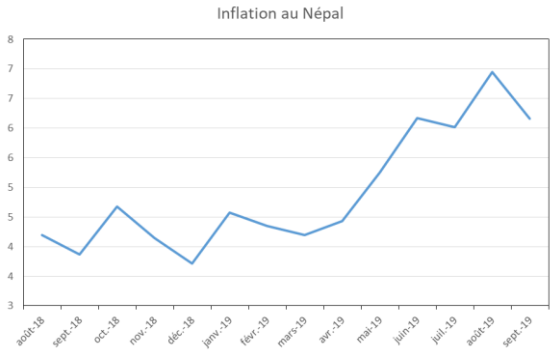
Dans une déclaration commune, les 15 pays participants au RCEP, à l'exception de l'Inde, ont indiqué qu'ils commenceraient l'année prochaine à procéder à un examen juridique pour signer le pacte. L'exclusion définitive de l'Inde ne semble cependant pas actée, la déclaration commune précisant « L'Inde a d'importantes questions en suspens, qui ne sont toujours pas résolues. Tous les pays participants au RCEP travailleront ensemble pour résoudre ces questions en suspens d'une manière mutuellement satisfaisante. La décision finale de l'Inde dépendra de la résolution satisfaisante de ces questions ».

MALDIVES

- **Augmentation de 15,8% du nombre de touristes aux Maldives sur la période janvier-septembre 2019.** Les Maldives ont accueilli 1 251 690 touristes de janvier à septembre 2019, contre 1 080 459 sur la même période en 2018, soit une hausse de 15,8%. Les trois premiers marchés sont respectivement la Chine (18,4 % du marché, +3,7% de croissance), l'Inde (9,2% du marché, +105,1%) et l'Italie (7,8% du marché, +31,7%). Quant à la France, elle se situe à la 7ème position (3,6% du marché). Sur la période étudiée, plus de 44 722 ressortissants français sont venus pour des raisons touristiques, représentant une croissance de 22% par rapport à l'année précédente. L'Europe reste la première région d'origine des touristes, à hauteur de 48% du marché, suivie de l'Asie à 43%. La durée moyenne de séjour des touristes est de 6,3 jours. Les autorités maldiviennes ont fixé un objectif de 1,5 million de touristes pour l'année 2019.

NEPAL

- **Maintien des pressions inflationnistes en septembre.** Ainsi, le taux d'inflation atteint 6,2% en glissement annuel, après 7% en août. Une orientation des prix à la hausse notamment tributaire de la hausse des prix alimentaires, en hausse de 6,5% en glissement annuel, sous l'effet, principalement, de l'augmentation du prix des légumineuses (+ 5%, 1,8% de l'indice) et des légumes (+ 11%, 5,5% de l'indice). On observe, en parraléle, une hausse également marquée de prix des produits non-alimentaires (+ 5,9% sur l'année).



Le Népal affiche, en outre, un différentiel significatif (de 2,2 point de pourcentage) vis-à-vis de l'Inde, où le taux d'inflation a atteint 4% en septembre. Des disparités significatives sont toutefois à noter entre les zones de montagne (hausse de 5%) et le reste du pays (dont notamment la vallée de Katmandou avec un essor de l'indice des prix de 8%).

- **Proparco a annoncé son premier prêt senior au Népal pour le financement de la centrale *Upper Trishuli 1***, une centrale hydroélectrique d'une capacité de 216 MW. Elle prêtera au total 11 M$ dans le cadre d'une opération à laquelle participeront neuf acteurs dont la Société financière internationale, le FMO néerlandais ou bien la Banque asiatique de développement.

Située à 70km au Nord de Katmandou, cette centrale qui devrait entrer en service en 2024 permettra de générer plus de 1400 GWh d'électricité par an, ce qui représente le tiers de la

production actuelle du pays. En effet, malgré un potentiel hydroélectrique estimé à 43 GW, le pays souffre d'un déficit criant en infrastructure électrique se traduisant par des coupures quotidiennes impactant l'activité économique du pays. L'électricité produite par la centrale permettra de fournir de l'énergie propre et fiable à 9 millions de personnes et de limiter la dépendance aux générateurs diesel très polluants. La structuration d'Upper Trishuli 1 établit aujourd'hui une référence permettant de catalyser l'investissement dans le pays et de développer son immense potentiel hydroélectrique. Le Népal ambitionne en effet, au-delà de la couverture de ses propres besoins, de pouvoir à terme exporter de l'électricité vers les pays voisins (Inde, Bangladesh).

PAKISTAN

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

- **Progression insuffisante de la collecte fiscale au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20** (1er juillet 2019 au 30 juin 2020). Selon des déclarations officieuses, l'administration fiscale (FBR) aurait collecté 1 280 Mds PKR (7,4 Mds USD) d'impôts et taxes entre juillet et octobre 2019, à comparer à l'objectif de 1 447 Mds PKR qu'elle s'était fixée (manquant ainsi sa cible de 11,5 %). Ce montant n'est supérieur à la collecte de l'année précédente qu'à hauteur de 15,9 %. Selon le président du FBR, cette situation s'explique notamment par le ralentissement de la croissance économique et par la forte contraction des importations. Pour mémoire, la cible pour la collecte fiscale sur l'exercice budgétaire en cours a été fixée – en lien avec le Fonds monétaire international (critère indicatif du programme) – à 5 503 Mds PKR, en hausse de 43,7 % par rapport à la collecte effective de 2018/19. Selon la presse locale, les autorités auraient demandé au FMI d'abaisser la cible fixée de 300 Mds PKR à 5 200 Mds PKR.

- **Accord entre le gouvernement et les commerçants pour le report de plusieurs mesures visant à accroitre la documentation de l'économie et à élargir la base fiscale**. Suite à la grève nationale annoncée et partiellement observée les 29 et 30 octobre 2019 par les commerçants, un terrain d'entente a été trouvé. Si l'obligation de renseigner l'identité des clients et fournisseurs pour toute transaction supérieure à 50 000 PKR (copie des cartes d'identité nationale informatisées) est maintenue, les poursuites qui pourraient être lancées à l'encontre des commerçants en cas de non-respect de cette obligation sont suspendues jusqu'au 31 janvier 2020. L'enregistrement à la taxe à la vente sera désormais requis pour les seuls commerces dont la facture annuelle d'électricité dépasse 1,2 M PKR (7 700 USD), à comparer à 600 000 PKR actuellement. En outre, les commerces ayant une surface inférieure à 95 m^2 ne seront pas soumis à la taxe à la vente. Un formulaire papier en ourdou sera également préparé pour faciliter les déclarations d'impôt sur le revenu. Un bureau spécifique sera créé au sein du siège de l'administration fiscale fédérale (FBR) pour résoudre les problèmes rencontrés par les commerçants, avec la mise en place de réunions mensuelles avec les représentants de la communauté d'affaires. Selon le Conseiller du Premier ministre en matière de finances (ayant rang de ministre fédéral), M. Abdul Hafeez Sheikh, seuls 393 000 commerçants pakistanais payent des impôts quand leur nombre est estimé à plus de quatre millions.

- **La Banque Mondiale révise à la hausse le ratio recettes fiscales sur PIB.** La vice-présidente de la BM en charge de l'EFI (Equitable Growth, Finance and institutions), Mme Ceyla Pazarbasioglu, en visite à Islamabad a déclaré que l'objectif de collecte fiscale, aujourd'hui fixé à 23%, devrait atteindre 17% dès 2023 en incluant quelques 3,5 millions supplémentaires de

contribuables. S'exprimant devant le Conseiller spécial du Premier Ministre pour les affaires économiques, Hafeez Shaikh, la vice-Présidente a justifié le bien fondé du prêt de 400 MUSD de la BM pour la modernisation de l'administration fiscale en soulignant l'importance pour le Pakistan de disposer d'une administration moderne et dotée des dernières technologies.

- **La capacité de production de l'usine KIA devrait atteindre 50 000 véhicules.** La société conjointe entre Kia et Ynus Brothers Group (YBG) prévoit d'investir près de 20 Mrd PKR (130 MUSD) dans la nouvelle usine d'assemblage de collections démontées (CKD) et semi démontées (SKD) pour atteindre en rythme de croisière 50 000 véhicules répartis sur plusieurs modèles. Le réseau de distribution, constitué en 18 mois, comprenait 18 concessionnaires dans 11 villes du Pakistan. L'arrivée d'un nouvel acteur dans le secteur automobile devrait relancer la compétition avec les trois assembleurs historiques, Toyota, Suzuki et Honda qui constituent un frein à la dynamique de l'offre en pratiquant des tarifs élevés générant des taux de marge confortables.

SRI LANKA

- **Croissance économique de 2,6% au premier semestre 2019, prévision de 3,5% pour l'ensemble de l'année 2020**. Selon la Banque centrale de Sri Lanka (CBSL), la croissance économique a cru de 2,6% au premier semestre 2019 contre 3,9% sur la même période en 2018. Alors que la croissance fut dynamique au premier trimestre, de 3,7%, celle-ci a fortement décéléré au second trimestre, à 1,6%. Ce ralentissement s'explique principalement par les effets négatifs des attentats de Pâques sur l'économie. La Banque centrale conserve sa cible de 3% de croissance sur l'année, se montrant plus optimiste que le FMI qui a revu en septembre ses prévisions à la baisse pour 2019, à 2,7%. La CBSL prévoit par ailleurs une reprise du cycle en 2020, avec une prévision de croissance de 3,5%. Cette accélération annoncée s'expliquerait notamment par une relance de la consommation des ménages, le retour des investisseurs privés et la hausse des dépenses publiques qui devrait faire suite aux élections.

- **Baisse sensible des investissements étrangers (-61,3%) à Sri Lanka au premier semestre 2019.** Le montant des flux entrants des investissements directs étrangers (IDE) à Sri Lanka au premier semestre 2019 fut de 553,2 M USD contre 1,43 Md USD sur la même période en 2018, soit une chute de 61,3%. Cette baisse est principalement due à un effondrement des investissements dans les infrastructures (-75,8%) et dans le secteur des services (-11,1%). A l'inverse, le secteur manufacturier, qui compte pour un-quart des flux entrants d'IDE sur cette période, a vu leur montant croître de 10,7%, à 138,6 M USD.

- **Validation par le FMI de la 6ème revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du versement de 164 M USD à Sri Lanka.** Le conseil d'administration du FMI a validé la 6ème revue de la Facilité Elargie de Crédit et autorisé le versement de 164 M USD à Sri Lanka, portant l'aide de l'institution à 1,31 Md USD depuis le lancement du programme en 2016. Bien que Sri Lanka n'ait pas atteint l'objectif budgétaire de sa balance primaire fixé par le FMI pour fin juin, ce non-respect n'a pas été sanctionné. En effet, le FMI a décidé d'octroyer au gouvernement une dérogation sur cet objectif. L'écart est important à cause d'une augmentation des dépenses pour le remboursement de nombreux arriérés dus au titre de 2018 – engendrés par la crise politique - et d'une chute drastique des recettes indirectes suite aux attentats de Pâques. Les autorités ont confirmé néanmoins leur volonté de dégager un excédent budgétaire primaire de

0,2 % du PIB en 2019 grâce à une gestion prudente des dépenses. L'institution s'est félicitée de l'attitude prudente de la Banque centrale dans sa politique monétaire tout en l'appelant à poursuivre sa politique de renforcement de ses réserves de change. Elle note que la future loi (*Central Bank Act*) sur cette institution permettra d'instaurer une cible d'inflation flexible et renforcera son indépendance, sa gouvernance et la transparence. Le conseil d'administration a reconnu les importants progrès effectués par les autorités sri-lankaises pour renforcer le cadre de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Elle a aussi insisté sur l'importance de poursuivre les réformes des entreprises publiques, la libéralisation du commerce et de l'investissement et les efforts en matière de lutte contre la corruption afin d'améliorer la compétitivité de l'économie et sa croissance à moyen terme. Pour rappel, la FEC a été prolongée d'un an, soit jusqu'en juin 2020. Un dernier versement, sous réserve de la validation de la 7ème et ultime revue, est prévu pour avril 2020.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Risque-pays**	***Climat des affaires***
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Ghareb, C. Stutzmann, P. Pillon, A. Boitière, J.Deur, P-H. Lenfant et A. Perriot.

Version du 08/11/2019